



Un créneau ouvert



Fotonatura

Un commerce transparent des bois tropicaux et une industrie forestière responsable peuvent contribuer au développement durable et à la conservation dans les pays tropicaux





Deux fois par mois, de ses bureaux à Yokohama (Japon), l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) jette un coup de projecteur sur le commerce des bois tropicaux.

Le bulletin d'information de l'Organisation, *Tropical Timber Market Information*, livre à des organismes professionnels, des responsables et analystes du commerce dans le monde, des informations sur les marchés, les prix et leurs tendances qui portent sur des centaines de produits bois d'origine tropicale. Il s'agit là d'un des nombreux aspects du travail de l'OIBT consistant à promouvoir un commerce transparent des produits ligneux tropicaux.

Pourquoi ce travail? Après tout, l'industrie des bois tropicaux est souvent tenue pour responsable, au moins en partie, de la destruction de la forêt tropicale, et nombreux sont ceux qui aimeraient voir mettre un terme à son activité.

Mais cette attitude revient à ignorer la nécessité de développement des pays tropicaux, car la filière industrielle et commerciale des bois tropicaux procure des emplois et des gains économiques dont ces pays ont impérativement besoin, gains qui apportent une justification supplémentaire au maintien en existence des massifs forestiers. En outre, la croissance du secteur industriel s'accompagne du développement d'infrastructures importantes, qu'il s'agisse de programmes

Un créneau ouvert

d'électrification, de l'installation de réseaux d'eau potable, de la construction de routes, d'écoles, d'hôpitaux, ou d'installations portuaires.

De plus en plus, on s'accorde à reconnaître qu'une filière bois responsable, alimentant un commerce de produits ligneux issus de forêts en gestion durable, véritable développement durable en action, apporte un élément de solution au problème de la déforestation, car cette dynamique permet aux pays concernés d'engendrer des revenus et de créer des emplois tout en entretenant le domaine forestier. Et c'est sur ce point que s'articule et se construit l'action de l'OIBT.

Le rôle de l'OIBT

L'OIBT rassemble 57 pays membres ayant des intérêts dans le commerce des bois tropicaux, ainsi que dans la gestion et la conservation des forêts tropicales. Elle finance des centaines de projets en Afrique, Asie-Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, dont le but est de doter ses membres des moyens d'améliorer leur secteur forestier.

Le lien entre conservation, commerce et développement est énoncé dans l'accord qui régit le fonctionnement de l'OIBT, et ce lien fut rendu explicite en 1991 lorsque les pays membres définirent l'Objectif 2000, qui énonce que ceux-ci doivent s'efforcer d'instaurer un commerce d'exportation portant sur des bois tropicaux issus de sources en aménagement durable. Un bilan récent du travail accompli vers cet objectif a permis de constater que les membres avaient opéré des avancées significatives, notamment dans l'élaboration d'orientations et de politiques, mais qu'il restait beaucoup à faire pour concrétiser ces bonnes politiques dans des mises en oeuvre sur le terrain.

L'Organisation assiste ses membres à réaliser précisément cela. Des projets aident les gouvernements et les filières bois nationales à atténuer l'impact que peuvent avoir les récoltes de bois sur l'environnement, tandis que des programmes de formation d'échelle régionale et l'instauration de réseaux de forêts pilotes sensibilisent les exploitants de permis forestiers et les communes forestières aux principes de bonne intendance forestière.

L'information sur le marché

Mais une bonne pratique forestière n'est qu'une pièce du puzzle du développement durable. Pour que le marché puisse jouer son rôle positif, cette pratique doit en effet s'accompagner d'une transparence du secteur des bois tropicaux. Par ailleurs, ce n'est que grâce à la libre circulation d'informations fiables et systématiques sur les



Tropical Forest Foundation

forêts et le commerce que les gouvernements et les industriels peuvent évaluer leurs ressources, élaborer leurs stratégies de réalisation des objectifs du développement durable, et prendre les mesures qui s'imposent pour décourager les activités illicites.

La transparence est également importante pour d'autres raisons: le consommateur souhaite de plus en plus qu'on lui fournisse des preuves que le bois qu'il achète a été prélevé dans des forêts bien gérées; quant aux propriétaires forestiers et aux populations riveraines des forêts de production, ils veulent être sûrs qu'une part équitable des bénéfices du commerce des bois est affectée à l'amélioration du niveau de vie de ces populations, et au financement de l'aménagement forestier durable.

Les capacités collectives

Répondant à ces besoins, l'OIBT rend compte régulièrement de la production, du négoce des bois tropicaux et des tendances de leur marché, et elle enquête sur un ensemble de dossiers relatifs au marché. Des statistiques sur la production, le commerce et les prix des bois tropicaux sont maintenues dans des bases de données informatisées au siège de l'OIBT, et sont analysées et publiées tous les ans dans la *Revue et évaluation annuelles de la situation mondiale du bois*. Cette revue contient les statistiques les plus complètes et les plus actuelles sur la production et le commerce des bois tropicaux au niveau mondial.



La *Revue annuelle* dépend pour une large part des éléments statistiques transmis par les membres, mais de nombreux pays, situés dans les régions tropicales ou au-delà, ont besoin d'une aide pour produire ces informations selon les normes de qualité requises. L'organisation oeuvre donc avec des agences nationales et internationales au développement d'infrastructures statistiques et de systèmes d'informations, et dispense des formations aux statisticiens locaux destinées à leur permettre d'exploiter ces systèmes.

Des marchés en évolution

D'autres travaux, qui relèvent de la prospective, consistent à développer des modèles de simulation des différents scénarios d'échanges commerciaux en fonction de l'évolution des économies et des usages, et des mutations que connaît l'offre de matière première. C'est ainsi que des modèles d'offre et de commerce des bois de la région Asie-Pacifique permettent de projeter les chiffres de consommation et les prix des principaux produits bois (grumes, contreplaqués et sciages) pour les 20 prochaines années.

Une étude en particulier a récemment produit des projections sur la production, la consommation et

Un créneau ouvert



le commerce des produits forestiers en Chine jusqu'à l'année 2010. Sa conclusion est que le marché chinois des bois tropicaux est en croissance rapide, sous l'effet d'une expansion des secteurs du logement et de l'ameublement (voir figure 1), mais que ces marchés devraient connaître une mutation à l'horizon 2010, lorsque les plantations chinoises commenceront à fournir la matière première appelée à prendre la relève des produits d'importation.

Une autre tendance importante doit être constatée: alors que le montant en numéraire des échanges de produits ligneux tropicaux de base (grumes, sciages, contreplaqués et placages) s'est réduit de près du tiers au cours de la décennie écoulée, celui des produits valorisés (huisserie, ameublement et menuiserie) a presque quadruplé (voir Figure 2). L'enseignement qu'on en retire est que les produits transformés et valorisés, dont la demande et les prix sont plus stables, permettent de maintenir le commerce à l'abri des aléas et des fluctuations des marchés des produits de base.

Vers l'aval de la filière

Le secteur des transformations a en effet un rôle vital à jouer dans la conservation des forêts tropicales. La transformation de plus grandes quantités de matières premières en produits valorisés (ou "transformés en aval") a pour

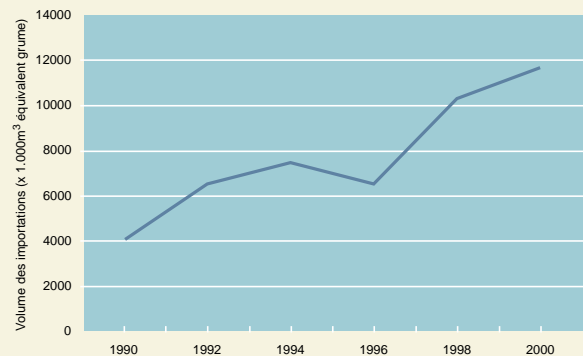


Figure 1: la Chine connaît une croissance rapide de son marché des bois tropicaux, alimenté par la demande des secteurs du bâtiment et de l'ameublement.

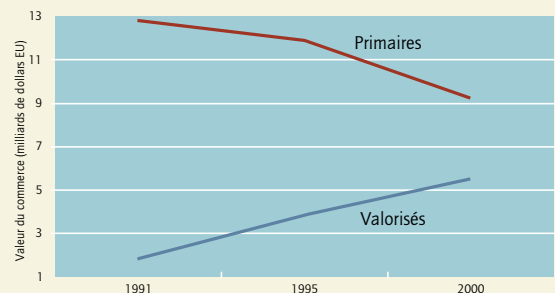
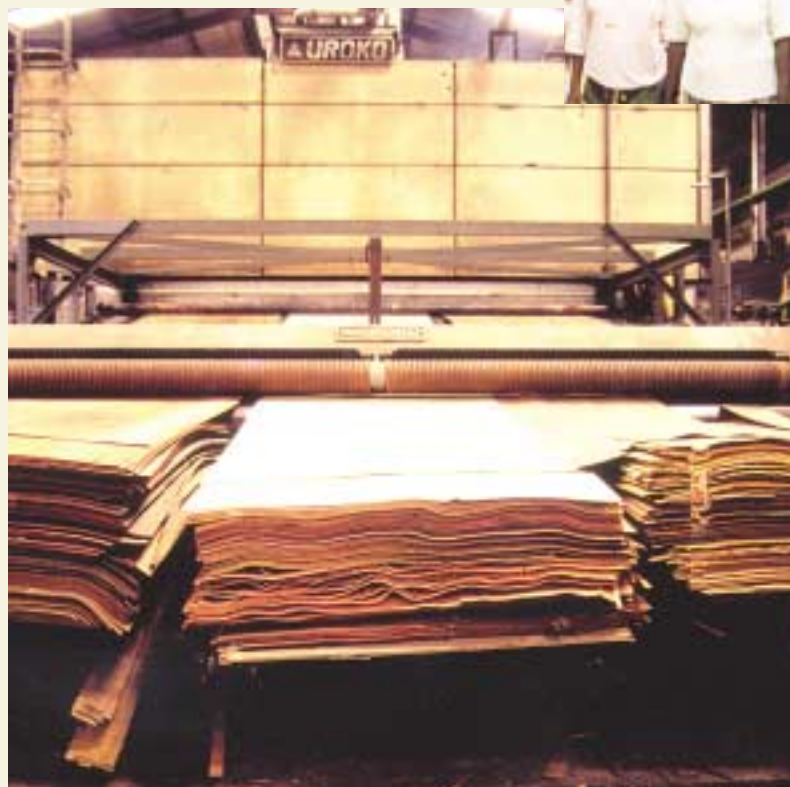


Figure 2: les exportations de grumes, sciages, contreplaqués et placages sont de manière croissante remplacées par des produits valorisés de la menuiserie et de l'ameublement.

Un creneau ouvert

corollaire des créations d'emplois dont bénéficient les populations locales, et ajoute des motivations concrètes à la protection de la forêt en tant que ressource. En outre, la dynamique d'enrichissement, qui augmente le niveau des ressources, permet de consacrer une part de celles-ci à la préservation des nombreuses valeurs que recèlent les forêts tropicales naturelles.

Des études de l'OIBT ont exploré les différentes manières de favoriser les transformations en aval. Au niveau national, des projets ont produit des comptes rendus sur les situations et les tendances, les perspectives et les contraintes qui sont celles des entreprises travaillant le bois. D'autres ont élaboré des stratégies industrielles et d'exportation, et ont facilité les transferts de technologies, les investissements conjoints, l'enseignement technique et la formation de stylistes dans l'industrie. D'autres encore ont étudié, et pour certains favorisé, l'exploitation des bois d'oeuvre d'essences secondaires (voir encadré).



Malaysian Timber Council

Pour une meilleure utilisation du bois d'oeuvre

L'OIBT étudie également les moyens d'accroître l'efficacité de la récolte et des transformations du bois d'oeuvre dans la filière. Il est en effet urgent d'introduire des techniques avancées qui améliorent les rendements-matières au niveau de la production en réduisant la part de déchets et délignures des usines travaillant les bois tropicaux; il en va de la rentabilité du secteur des transformations, mais aussi de l'avenir des forêts, car de meilleures méthodes de valorisation de la

Les essences secondaires

De nombreuses forêts tropicales peuvent s'enorgueillir d'un éventail impressionnant d'essences arborées, jusqu'à plusieurs centaines sur un seul hectare. Pourtant, seules une poignée d'entre elles offrent une valeur sur le marché, les autres, désignées comme essences secondaires, sont plus difficiles à commercialiser.

Certains considèrent qu'une exploitation accrue des essences secondaires constitue un moyen de rentabiliser la gestion des forêts naturelles, car si davantage d'essences sont exploitées à l'hectare, les gains par unité de surface augmenteront, entraînant une revalorisation de la forêt. En outre, en récoltant un volume à l'hectare plus important, la même quantité de bois sera produite sur une surface réduite, rendant ainsi possible l'exploitation de surfaces forestières moins étendues. D'autres opposent à cet argument l'hypothèse qu'une augmentation du nombre des arbres récoltés dans un périmètre donné ne manquerait pas d'entraîner une dégradation de la forêt et une perte de biodiversité.

Plusieurs projets OIBT ont étudié l'exploitation des essences secondaires. Au Pérou par exemple, un projet a permis la mise sur le marché d'une vingtaine de ces essences, grâce à des formations, des missions commerciales et d'autres mesures, si bien que ces essences ont acquis une présence permanente dans la filière bois du pays. Un bilan de ce projet, mené de manière indépendante, n'a fait état d'aucun préjudice environnemental ou social.

Un créneau ouvert



Groupe consultatif sur le commerce



En 1999, l'instance dirigeante de l'OIBT, le Conseil international des bois tropicaux, a invité des représentants de la profession des bois tropicaux à constituer un groupe consultatif officiel destiné à renforcer leur participation aux délibérations du Conseil.

La profession n'a pas hésité à accepter cette invitation: le Groupe consultatif sur le commerce (*Trade Advisory Group*, ou TAG), composé de représentants d'entreprises forestières tropicales, d'exportateurs et importateurs de bois, de professionnels du bois, de consultants des métiers de la

filière, et d'associations de la profession et de l'industrie, a tenu ses premières réunions en novembre de la même année.

Une des fonctions du TAG consiste à organiser la Discussion annuelle sur le marché, table-ronde que le Conseil réunit tous les ans, et qui fournit une enceinte à la profession et permet de dynamiser l'interaction entre celle-ci et les délégués au Conseil. Elle offre également le point de vue de la profession dans le débat sur les orientations du Conseil, et contribue à la formulation de projets destinés à aider au développement d'un commerce durable des bois tropicaux.

Le TAG est ouvert à quiconque a des intérêts dans le commerce des bois tropicaux. Pour de plus amples renseignements, s'adresser à son coordinateur, M. Barney Chan, *Sarawak Timber Association*, sta@sta.org.my

matière font que les récoltes nécessaires à une production finale donnée peuvent s'opérer sur des surfaces forestières de moindre extension. L'Organisation élabore des directives devant favoriser l'obtention de meilleurs rendements-matières, et finance des projets visant cet objectif.

Davantage reste à faire

Bien que les efforts de l'OIBT aient produit des résultats tangibles, beaucoup reste à faire pour promouvoir les transformations secondaires en aval dans les pays tropicaux membres. Une enquête récente de l'OIBT a montré que la Malaisie, l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines et le Brésil avaient certes développé un secteur particulièrement dynamique des transformations

en aval de leur filière-bois, mais que d'autres pays accusent un retard dans ce domaine, notamment en Afrique. Ce fait a été reconnu récemment lorsque l'OIBT s'est associée à l'Organisation Africaine du Bois pour mettre à l'étude des modalités de renforcement des transformations en aval dans les pays africains membres..

La certification des forêts

On assiste depuis quelques années à un changement d'attitude à l'égard du commerce international des bois tropicaux: les menaces d'interdiction et de boycott de ces bois ont fait place aujourd'hui à des appels en faveur de leur certification et de leur labélisation. La certification forestière est un moyen de vérifier si une forêt

donnée est bien gérée et, par la labélisation, d'assurer au consommateur qu'en achetant le produit en bois tropical porteur du label, il accomplit un geste en faveur de la gestion forestière durable.

Le travail de l'OIBT sur la certification a débuté peu de temps après la création de l'Organisation, avec des travaux qui ouvrirent la voie en matière de critères et indicateurs d'évaluation de l'aménagement forestier durable, suivis de plusieurs études importantes sur divers aspects de la certification. Ces travaux se poursuivent dans le programme de projets que l'Organisation a mis sur pied pour former des forestiers tropicaux aux



Tropical Forest Foundation



techniques d'évaluation de la gestion forestière. L'Organisation aide également les pays à mettre en place leurs propres programmes de certification et à élaborer leurs directives d'audit de la gestion forestière, clé de voûte de la gestion forestière durable et de tout effort devant conduire à sa certification.

La question du commerce non autorisé

L'exploitation illicite et le commerce non autorisé sont l'objet d'une attention internationale croissante depuis quelques années; il s'agit en effet de deux obstacles majeurs à la gestion forestière durable, à la conservation des forêts et à la pérennisation du commerce des bois. Les services d'information sur le marché mis en place par l'OIBT, notamment le bulletin *Tropical Timber Market Information* et la *Revue annuelle*, dispensent des données utiles dans l'analyse du commerce illicite. Sur le terrain, un projet OIBT en Indonésie met à l'essai une méthode de lutte contre l'exploitation illicite dans des zones de production et aires protégées de Riau, dans l'ouest du Kalimantan; les expériences acquises seront mises à profit dans l'élaboration de directives destinées à mettre un terme à l'exploitation illicite à l'échelle du pays.

Par-delà les arbres

La gestion, la transformation et l'exportation des produits forestiers non ligneux viennent compléter les efforts de valorisation de la forêt mis en oeuvre par la filière bois. Les produits forestiers à usages alimentaires, médicinaux et industriels représentent en effet un potentiel largement sous-exploité, qui suscite aujourd'hui un intérêt croissant, notamment de par leur rôle économique

Un partage des responsabilités

Les critères et indicateurs de l'OIBT couvrent tous les aspects de la gestion forestière, y compris ceux relatifs à l'équité sociale. C'est ainsi qu'un indicateur porte sur "la reconnaissance et la prise en considération par la planification et les pratiques de gestion forestière des droits juridiques et coutumiers des populations indigènes et riveraines, et ceux des habitants des massifs forestiers et des communes forestières". D'autres indicateurs ont trait à la sécurité de la ressource forestière, à la conservation de la biodiversité, à la santé de l'écosystème, etc..

La filière et la profession des bois tropicaux ont leur rôle à jouer dans la transparence et la durabilité de la gestion forestière sur le terrain. Les négociants en bois et les fabricants utilisant des bois tropicaux peuvent en effet encourager la gestion forestière durable en sollicitant auprès de leurs fournisseurs des informations sur l'application des critères et indicateurs dans les forêts.

L'OIBT joue un rôle majeur dans ce sens, en dispensant des formations par lesquelles sont enseignées aux détenteurs de permis d'exploitation forestière et à d'autres acteurs de l'industrie et du commerce, l'utilisation des critères et indicateurs OIBT et la rédaction de rapports d'évaluation sur les unités forestières d'aménagement et les concessions forestières. Jusqu'à 500 entreprises exploitant des forêts tropicales doivent participer à ce processus au cours des deux prochaines années.

chez les populations autochtones. S'il est vrai que la contribution économique des produits forestiers non ligneux au niveau international demeure minimale par rapport à celle de la filière bois, on aurait tort de sous-estimer son importance dans de nombreuses économies nationales, notamment les économies rurales.

L'OIBT aide des collectivités à se doter des moyens de récolter, transformer et commercialiser ces produits. C'est ainsi qu'un projet OIBT dans la région de Darien au Panama apporte une assistance aux communautés indigènes qui souhaitent tirer des revenus de la récolte, des transformations et de la commercialisation, menées sur un mode pérenniable, des graines de palme tagua que les autochtones désignent comme "ivoire végétale" et dont on se sert dans la confection d'objets artisanaux (voir la photo ci-dessus) et la fabrication de boutons.



Un créneau ouvert



La politique de la porte ouverte

La profession des bois tropicaux et son industrie forestière ont devant elles un travail considérable à accomplir pour maximiser leur contribution au développement durable et à la conservation des forêts tropicales: sont encore nécessaires des informations plus fournies sur le commerce, un plus grand développement du secteur des transformations, et un plus grand accès aux marchés de consommation. De plus amples efforts doivent également être fournis pour instaurer l'aménagement forestier durable sur le terrain.

Mais fermer la porte au commerce et à l'industrie ne saurait être la solution, car sans les apports en devises et les emplois créés par ces secteurs, la gestion forestière durable ne manquerait pas de s'avérer non viable, et c'est ainsi que serait perdu un motif puissant de maintenir les massifs forestiers dans leur vocation et leur nature forestières.

Les activités de partage de l'information menées par l'OIBT et ses travaux de projets sur le terrain relèvent d'une approche tout autre: celle qui consiste à ouvrir la porte au commerce et à l'industrie des bois tropicaux, en apportant ainsi une bouffée d'air frais aux pays tropicaux et à leurs forêts.

De nombreux services OIBT d'information sur le marché, dont la *Revue et évaluation annuelles de la situation mondiale du bois* et *Tropical Timber Market Information* sont disponibles à l'adresse internet www.itto.or.jp.



Organisation internationale des bois tropicaux

International Organizations Center - 5th Floor, Pacifico-Yokohama, 1-1-1, Minato-mirai, Nishi-ku, Yokohama 220-0012, Japon
Tél +81 -45 -223 1110, Fax +81 -45 -223 1111, Courriel itto@itto.or.jp, Internet: www.itto.or.jp